

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.200/4
DU 26 AVRIL 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, le 3 avril 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à l'utilisation du gaz naturel comprimé (GNC) pour la propulsion des véhicules automobiles », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le projet doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements régionaux.

Bien qu'il soit visé au préambule du projet, le dossier joint à la demande d'avis ne comporte aucun document relatif à l'accomplissement de cette formalité préalable.

2. Il en va de même de l'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'accord du Ministre du Budget, lesquels sont nécessaires en l'espèce, s'agissant d'un projet d'arrêté présentant un impact budgétaire.

3. Il ressort de l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', qu'en principe tout avant projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris.

Il conviendra également de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Il conviendra, en outre, soit de compléter le préambule du projet par un alinéa visant son accomplissement, et qui précisera que cet examen préalable permet de conclure qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise, soit, dans le cas contraire, de réaliser l'étude d'incidence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

S'agissant d'une formalité préalable à caractère obligatoire¹, la mention de la notification du projet à la Commission européenne, en vertu de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information', doit faire l'objet d'un visa, et non d'un considérant².

DISPOSITIF

Article 13

L'article 13, § 1^{er}, du projet, dispose que tout véhicule équipé d'une installation GNC doit être présenté auprès d'une station d'inspection automobile dans les trente jours qui suivent le montage, pour qu'un contrôle complet de l'installation y soit effectué³.

L'article 13, § 2, du projet, prévoit la même obligation après une modification ou une réparation de l'installation GNC, telles que définies respectivement au premier et au deuxième tiret de ce paragraphe. Ce dernier ne fixe cependant pas le délai dans lequel cette présentation doit avoir lieu.

Il conviendrait dès lors soit de compléter l'article 13, § 2, sur ce point, soit de fusionner les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 13, afin d'éviter de devoir répéter partiellement les mêmes dispositions.

Article 14

À l'article 14, § 2, alinéa 2, du projet, les mots le « titulaire du véhicule » doivent être remplacés par le « titulaire de l'immatriculation du véhicule »⁴, conformément à la terminologie usitée à l'article 1^{er}, 17°, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 'relatif à l'immatriculation des véhicules'.

¹ L'arrêté en projet semble, en effet, ne pas se borner à une « simple transposition intégrale d'une norme internationale ou européenne », au sens de l'article 8, paragraphe 1^{er}, de la directive 98/34/CE.

² *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 3-4-2.

³ À l'exception des véhicules équipés d'une installation GNC homologuée conformément aux dispositions de la partie II du Règlement n° 110 (CEE-ONU), c'est-à-dire des véhicules équipés d'origine d'une installation GNC.

⁴ Cette expression est également utilisée à l'article 2, 4°, de la loi du 19 mai 2010 « portant création de la Banque-Carrefour des véhicules ».

Article 23

L'article 23, § 2, alinéa 6, du projet, dispose :

« Les épreuves théorique et pratique donnent lieu au paiement préalable de redevances dont le montant est fixé par le Ministre ».

La fixation du montant de ces redevances ne peut être qualifiée de mesure accessoire ou de détail, dont le règlement pourrait être ainsi subdélégué au ministre.

Il convient dès lors de fixer directement le montant de ces redevances dans le projet d'arrêté royal examiné ⁵.

Article 33

Il résulte de l'article 33, § 2, alinéas 2 et 3, du projet, que toute installation GNC montée dans un véhicule automobile avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, doit faire l'objet dans les 6 mois d'un contrôle visuel par un installateur agréé, suivi, dans les 30 jours, d'un contrôle complet dans une station d'inspection automobile.

Si telle est bien l'intention de l'auteur du projet, il convient de remplacer, à l'article 33, § 2, alinéa 3, la référence au modèle d'attestation prévu à l'annexe D par une référence au modèle d'attestation prévu à l'annexe E ⁶. Les modèles d'attestations prévus à l'annexe D concernent, en effet, le montage, la modification ou l'enlèvement d'une installation GNC.

Si l'intention de l'auteur du projet est, par contre, de ne soumettre à un contrôle complet dans une station d'inspection automobile que les seules installations GNC pour lesquelles le contrôle visuel par un installateur agréé a conduit à opérer des travaux de modification ou de réparation, la référence au modèle d'attestation prévu à l'annexe D est correcte. Mais la rédaction de l'article 33, § 2, alinéa 3, du projet, doit alors être revue, afin de ne plus y viser les cas de « conclusion favorable ».

Annexe B (lire : 2)

Le point a), 6, de l'annexe B du projet, fait double emploi avec l'article 21 de ce dernier, et doit dès lors être omis.

⁵ Il est renvoyé à l'observation n° 1 formulée dans l'examen du projet de l'avis 51.201/4 donné ce jour sur le projet d'arrêté ministériel 'portant exécution de l'article 23 de l'arrêté royal relatif à l'utilisation du gaz naturel comprimé (GNC) pour la propulsion des véhicules automobiles'.

⁶ Il pourrait également être envisagé de prévoir un modèle spécifique d'attestation pour cette hypothèse.

Annexe E (lire : 5)

Dans la version française de l'annexe E, la phrase figurant au bas du modèle de document est peu compréhensible. Elle doit être réécrite en se conformant au texte néerlandais.

OBSERVATIONS FINALES

1. Lorsque la structure d'un texte contient deux niveaux de groupements des articles, ce texte est divisé en chapitres et en sections ⁷.

Le projet sera revu en ce sens.

2. La numérotation des chapitres, des sections et des annexes du projet sera revue en chiffres arabes ⁸.

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 62.

⁸ *Ibid.*, recommandation n° 64.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	S. BODART,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur,

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.200/4
VAN 26 APRIL 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 3 april 2012 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “betreffende het gebruik van gecomprimeerd aardgas (cng) voor de aandrijving van auto’s”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de drie gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

Hoewel in de aanhef van het ontwerp naar dat voorafgaand vormvereiste verwezen wordt, bevat het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is geen enkel stuk betreffende de vervulling van dat voorafgaand vormvereiste.

2. Hetzelfde geldt voor het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de minister van Begroting, die *in casu* voorhanden dienen te zijn, aangezien het gaat om een ontwerpbesluit met budgettaire weerslag.

3. Uit artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ vloeit voort dat elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd, in principe aanleiding moet geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is.

Men dient er eveneens op toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

Bovendien behoort de aanhef van het ontwerp eveneens te worden aangevuld met een lid waarin naar de vervulling van dat vormvereiste verwezen wordt en waarin moet worden aangegeven hetzij dat op basis van dat voorafgaand onderzoek kan worden besloten dat een effectbeoordeling niet vereist is, hetzij, in het andere geval, dat de effectbeoordeling uitgevoerd is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Aangezien het om een verplicht voorafgaand vormvereiste gaat¹, dient de vermelding dat het ontwerp aan de Europese Commissie is meegedeeld krachtens richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’ voorafgegaan te worden door de woorden “Gelet op” in plaats van door de woorden “Overwegende dat”².

DISPOSITIEF

Artikel 13

In artikel 13, § 1, van het ontwerp wordt bepaald dat iedere auto die met een cng-installatie is uitgerust, binnen dertig dagen volgend op de montage moet worden aangeboden bij een autokeuringsstation opdat daar een volledige keuring van de installatie uitgevoerd wordt³.

Bij artikel 13, § 2, van het ontwerp wordt dezelfde verplichting opgelegd na een wijziging of een herstelling van de cng-installatie, zoals gedefinieerd in respectievelijk het eerste en het tweede streepje van die paragraaf. In die paragraaf wordt evenwel niet aangegeven binnen welke termijn de auto moet worden aangeboden.

Bijgevolg zou artikel 13, § 2, op dit punt moeten worden aangevuld, ofwel zouden de paragrafen 1 en 2 van artikel 13 samengevoegd moeten worden om te voorkomen dat dezelfde bepalingen gedeeltelijk herhaald dienen te worden.

Artikel 14

In artikel 14, § 2, tweede lid, van het ontwerp dienen de woorden “titularis van het voertuig” vervangen te worden door de woorden “titularis van de inschrijving van het

¹ Het ontworpen besluit blijkt immers niet beperkt te blijven tot een “integrale omzetting van een internationale of Europese norm” in de zin van artikel 8, lid 1, van richtlijn 98/34/EG.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, formule F 3-4-2.

³ Met uitzondering van de voertuigen uitgerust met een cng-installatie goedgekeurd overeenkomstig de bepalingen van deel II van Reglement nr. 110 (VN/ECE), dat wil zeggen voertuigen die standaard uitgerust zijn met een cng-installatie.

voertuig”⁴ zoals bedoeld in artikel 1, 17°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 ‘betreffende de inschrijving van voertuigen’.

Artikel 23

Artikel 23, § 2, zesde lid, van het ontwerp luidt als volgt:

“De theoretische en praktische proeven vereisen de voorafgaande betaling van de retributies waarvan het bedrag door de minister wordt bepaald.”

De vaststelling van het bedrag van die retributies kan niet worden gekwalificeerd als een bijkomstige maatregel of als een detailkwestie waarvan het ontwerpen aldus aan de minister kan worden overgelaten.

Bijgevolg dient het bedrag van die retributies rechtstreeks in het voorliggend ontwerp van koninklijk besluit te worden bepaald⁵.

Artikel 33

Uit artikel 33, § 2, tweede en derde lid, van het ontwerp volgt dat elke cng-installatie die vóór de inwerkingtreding van het ontworpen besluit in een auto gemonteerd is, binnen zes maanden onderworpen dient te worden aan een visuele keuring door een erkend installateur en vervolgens, binnen een termijn van dertig dagen, aan een volledige keuring in een autokeuringsstation.

Als zulks inderdaad de bedoeling van de steller van het ontwerp is, dient in artikel 33, § 2, derde lid, de verwijzing naar het attest van het model vermeld in bijlage D te worden vervangen door een verwijzing naar het attest van het model vermeld in bijlage E⁶. De modellen van attesten vervat in bijlage D hebben immers betrekking op de montage, de ingreep of wijziging of de verwijdering van een cng-installatie.

Als het daarentegen de bedoeling van de steller van het ontwerp is de volledige keuring in een autokeuringsstation alleen verplicht te stellen voor cng-installaties waarvan de visuele keuring door een erkend installateur geleid heeft tot het uitvoeren van wijzigings- of herstellingswerkzaamheden, is de verwijzing naar het model van attest vervat in bijlage D

⁴ Deze uitdrukking wordt gebezigd in artikel 2, 4°, van de wet van 19 mei 2010 ‘houdende oprichting van de Kruispuntbank van de voertuigen’.

⁵ Er wordt verwezen naar opmerking nr. 1 die gemaakt is tijdens het onderzoek van het ontwerp van advies 51.201/4 dat vandaag is uitgebracht over het ontwerp van ministerieel besluit ‘tot uitvoering van artikel 23 van het koninklijk besluit betreffende het gebruik van gecombineerd aardgas (cng) voor de aandrijving van auto’s’.

⁶ Er zou eveneens overwogen kunnen worden om voor dit geval te voorzien in een specifiek model van attest.

correct. In dat geval dient de redactie van artikel 33, § 2, derde lid, van het ontwerp evenwel te worden herzien teneinde daarin alleen nog te verwijzen naar de gevallen van “een gunstig oordeel”.

Bijlage B (lees: 2)

Punt a), 6, van bijlage B bij het ontwerp overlapt met artikel 21 van het ontwerp en dient bijgevolg te vervallen.

Bijlage E (lees: 5)

In de Franse tekst van bijlage E is de zin die onderaan in het model van document staat, weinig bevattelijk. De tekst dient te worden herschreven naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst.

SLOTOPMERKINGEN

1. Wanneer de structuur van een tekst twee groeperingsniveaus van artikelen omvat, wordt die tekst ingedeeld in hoofdstukken en afdelingen⁷.

Het ontwerp behoort in die zin te worden herzien.

2. De hoofdstukken en afdelingen van het ontwerp, alsmede de bijlagen dienen te worden genummerd in Arabische cijfers⁸.

⁷ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 62.

⁸ *Ibid.*, aanbeveling 64.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	S. BODART,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer S. BODART.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY